



LES FAITS MARQUANTS DE L'ÉDITION 2016 DU FPHN: MARDI 12 JUILLET 2016

Le deuxième jour de l'édition 2016 du Forum politique de haut niveau sur le développement durable (FPHN) s'est poursuivi, le matin, avec deux tables rondes ayant rapport avec le thème de la réunion "Veiller à ce que personne ne soit laissé derrière". Les participants y ont abordé "La sécurité alimentaire et l'agriculture durable, la lutte contre le changement climatique, la durabilité des océans et des écosystèmes terrestres – adoption d'une approche intégrée" et "La création de sociétés pacifiques et plus inclusives et l'autonomisation des femmes et des filles". L'après-midi, un débat a eu lieu sur le thème "Interface science-politique: idées, vues et solutions nouvelles".

LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET L'AGRICULTURE DURABLE, LA LUTTE CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE, LA DURABILITÉ DES OcéANS ET DES ÉCOSYSTÈMES TERRESTRES – ADOPTION D'UNE APPROCHE INTÉGRÉE

Sven Jürgenson, représentant permanent de l'Estonie auprès de l'ONU et vice-président du Conseil économique et social des Nations Unies (ECOSOC), a présidé cette session.

Le modérateur Ronald Jumeau, ambassadeur pour les questions de changements climatiques et des petits États insulaires en développement, Seychelles, a déclaré qu'aucun de l'ensemble des objectifs de développement durable (ODD) ne saurait être concrétisé avec succès à travers une approche cloisonnée.

La conférencière Deborah Fulton, Comité de la sécurité alimentaire mondiale, a parlé des efforts de son organisation visant à inclure les voix de ceux qui sont les moins entendus, comme les pêcheurs, les paysans sans terre et les pauvres des villes. Soulignant que les producteurs de produits alimentaires représentent la majorité des affamés de la planète, la conférencière Evelyn Nguleka, World Farmers' Organization, a mis en exergue le rôle de l'innovation technologique et la nécessité d'assurer aux agriculteurs une nutrition adéquate et l'accès aux marchés.

Soulignant que "ne laisser personne derrière" ne doit pas être seulement un slogan, la conférencière Omoyemen Lucia Odigie-Emmanuel, Centre de recherche sur les droits de l'homme et le changement climatique, a appelé à la mise en place d'une plateforme unique permettant à toutes les parties prenantes de se rencontrer et de travailler ensemble.

Le conférencier Jake Rice, Fisheries and Oceans Canada, a appelé à une réactivité "à l'échelle de la Terre", intégrant la gestion des terres et des océans, et a plaidé contre "la prolifération des démarches compartimentées".

Au cours du débat qui a suivi, l'ITALIE a appelé à l'octroi d'une plus grande attention à la situation humanitaire des jeunes dans le monde agricole. Le Groupe des parties prenantes sur les personnes âgées a exprimé sa préoccupation quant à l'absence d'indicateurs applicables à la malnutrition chez les personnes âgées dans l'ODD 2 (faim zéro). Le délégué des MALDIVES, parlant au nom de l'Alliance des petits États insulaires (AOSIS), a appelé à investir dans un réseau alimentaire intelligent face au changement climatique, ainsi qu'au respect des engagements internationaux en faveur de la lutte contre le changement climatique. Le délégué des COLLECTIVITES LOCALES a appelé à l'établissement de liens entre le FPHN et le processus

HABITAT III. Un représentant des personnes handicapées a demandé l'inclusion des besoins particuliers des personnes handicapées dans les stratégies nationales et celles des institutions de l'ONU.

Signalant que l'agriculture est confrontée à un défi complexe en termes de traitement de sa contribution au changement climatique, la NOUVELLE ZÉLANDE a affirmé que les options technologiques actuelles sont insuffisantes et a appelé à des efforts de recherche collaboratifs. La FINLANDE a appelé à la cohérence des politiques dans tous les secteurs, l'ARABIE SAOUDITE soulignant que la cohérence entre les trois piliers du développement durable, elle-même, devrait être considérée comme un pilier fondamental.

PALAU, intervenant au nom de 12 petits États insulaires du Pacifique, a souligné l'importance des stratégies menées au niveau national et a appelé au soutien du renforcement des capacités à tous les niveaux. Le représentant des ENFANTS et des JEUNES a attiré l'attention sur les impacts de l'agriculture industrielle sur la durabilité. Le délégué des SYNDICATS DES TRAVAILLEURS a appelé à la cohérence entre l'ODD 13 (changement climatique) et la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques.

Le délégué des PEUPLES AUTOCHTONES a souligné le rôle des savoirs traditionnels dans la conservation de la biodiversité et la compréhension des impacts du changement climatique. Le KENYA a souligné le rôle du stockage après-récolte au niveau de la ferme pour la sécurité alimentaire.

Dans leurs remarques de clôture, les conférenciers ont souligné, entre autres: les limites existantes de la contribution des océans pour résoudre le problème de l'insécurité alimentaire; la nécessaire vigilance face aux activités qui placent l'accent sur le profit au détriment de l'être humain; et le rôle des agriculteurs dans la création d'emplois.

CRÉER DES SOCIÉTÉS PACIFIQUES ET PLUS INCLUSIVES ET AUTONOMISER LES FEMMES ET LES FILLES

Cette session a été présidée par Jürg Lauber, représentant permanent de la Suisse auprès de l'ONU et vice-président du Conseil économique et social. Elle a été modérée par Irene Khan, International Development Law Organization.

La conférencière Lakshmi Puri, ONU Femmes, a souligné le lien critique entre l'ODD 5 (égalité entre les sexes) et l'ODD 16 (la paix, la justice et des institutions solides) et a énuméré "dix commandements" permettant leur réalisation: l'inspiration, l'indivisibilité, l'intégration, les institutions, la mise en œuvre, l'investissement, l'information, l'inclusion, l'innovation et l'impact.

Le conférencier Robert Berg, Académie mondiale des arts et des sciences, a souligné le rôle important de la société civile, exprimant, toutefois, sa préoccupation du fait que ce rôle soit actuellement l'objet d'attaques dans de nombreux pays. Soulignant le rôle des femmes en tant que consolidatrices de la paix, il a indiqué que la possibilité de voir, dans un avenir proche, des femmes à la tête de l'ONU, du Royaume-Uni et des États-Unis, pourrait contribuer à un changement significatif dans le monde.

Ce numéro du *Bulletin des Négociations de la Terre* © <enb@iisd.org> a été rédigé par Anju Sharma, Rishikesh Ram Bhandary, Dina Hestad et Cleo Verkuijl. Edition numérique: Kiara Worth. Version française: Mongi Gadhouch. Editrice en chef: Pamela S. Chasek, Ph.D. <pam@iisd.org>. Directeur du Service des informations de l'IIDD: Langston James "Kimo" Goree VI <kimo@iisd.org>. Les bailleurs de fonds du *Bulletin* sont: l'Union européenne, le Gouvernement suisse (Office fédéral de l'environnement (OFEV), le ministère de l'Environnement, de la Protection du territoire et de la Mer de l'Italie, et le Royaume d'Arabie saoudite. Un soutien général est accordé au *Bulletin*, au titre de l'exercice 2016, par: le ministère fédéral allemand de l'environnement, de la préservation de la nature, du bâtiment et de la sécurité nucléaire (BMUB), le ministère néo-zélandais des affaires étrangères et du commerce extérieur, SWAN International, le ministère finlandais des affaires étrangères, le ministère nippon de l'environnement (à travers l'Institut des stratégies environnementales mondiales - IGES), le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUe), et le Centre de Recherche pour le développement international (CRDI). Un financement spécifique pour la couverture des HLPF 2016 a été fournie par la Commission européenne et la Direction du développement et de la coopération (DDC). Le financement pour la traduction du *Bulletin* en français a été fourni par le gouvernement de la France, la Wallonie, le Québec et l'Organisation internationale de la francophonie/Institut de la francophonie pour le développement durable (OIF/IFDD). Les opinions exprimées dans le *Bulletin* appartiennent à leurs auteurs et ne reflètent pas forcément les vues de l'IIDD et des bailleurs de fonds. Des extraits du *Bulletin* peuvent être utilisés dans des publications non commerciales moyennant une citation appropriée. Pour tout renseignement sur le *Bulletin*, y compris les demandes de couverture d'événements par nos services, contacter le Directeur du Service des informations de l'IIDD, <kimo@iisd.org>, au +1-646-536-7556 ou par courrier au 300 East 56th St., 11D, New York, New York 10022, USA. L'équipe de l'ENB présent au FPHN 2016 peut être contacté par email à l'adresse suivante: <anju@iisd.org>.



<http://enb.iisd.mobi/>

La conférencière Beatrice Ayuru, Lira Integrated School, a appelé à une adaptation des programmes de manière à les rendre aptes à répondre aux défis auxquels se trouvent confrontées les femmes et les filles, y compris à travers le développement des talents et des activités entrepreneuriales.

La commentatrice Gaia Gozzo, CARE International, a encouragé: la mesure de la représentation des femmes au niveau régional et local, et dans les espaces politiques informels; l'évaluation de la réactivité des institutions aux besoins des femmes; et la désagrégation des données sexo-spécifiques pour éclairer les politiques, en plaçant l'accent sur les données générées par les femmes.

Soulignant le besoin de parler "avec" les femmes et les jeunes et moins "d'eux", la commentatrice Anca-Ruxandra Gliga, United Network of Young Peacebuilders, a souligné: l'importance du droit international et des droits humains; l'expansion d'initiatives dirigées par des jeunes locaux; et le rôle des jeunes en tant qu'intervenants et d'agents de consolidation de la paix durant les crises.

Dans le débat qui a suivi, la CHINE a souligné l'importance des lois et règlements pour assurer la sécurité physique des femmes. La SUÈDE a demandé l'examen de la ventilation des données par sexe dans les sociétés en conflit et celles en post-conflit. La LIGUE DES ETATS ARABES a déclaré que les questions relatives aux femmes sont des thèmes transversaux répandus à travers l'ensemble des ODD. La représentante des FEMMES a appelé à l'octroi d'une attention à l'égalité des sexes dans les plans d'intervention sur un conflit. Le BENIN a indiqué que l'éducation commence à la maison et a souligné le rôle des familles dans l'autonomisation. Le DANEMARK a déclaré que l'inclusion des femmes dans le marché du travail est une condition essentielle pour l'égalité. L'IRAQ a déclaré que les ODD doivent aider à réhabiliter les victimes du terrorisme. L'AFRIQUE DU SUD a déclaré que garantir l'éducation pour tous est important pour l'inclusion.

En conclusion, Ayuru a encouragé le renforcement des compétences entrepreneuriales des femmes par le biais de politiques ciblées. Puri a souligné que la société civile est un partenaire essentiel pour l'autonomisation des femmes. La modératrice Khan a mis en exergue l'accès à la justice et la mise en place d'institutions inclusives comme autant de facteurs essentiels à l'autonomisation des femmes.

L'INTERFACE SCIENCE-POLITIQUE: IDÉES, VUES ET SOLUTIONS NOUVELLES

Cette session a été présidée par Héctor Alejandro Palma Cerna, représentant permanent adjoint du Honduras auprès de l'ONU et vice-président du Conseil économique et social.

Présentant le rapport mondial de 2016 sur le développement durable (RMDD), Wu Hongbo, sous-secrétaire général de l'ONU pour les affaires économiques et sociales, a noté qu'il s'agissait là d'une "évaluation des évaluations", élaborée par 245 experts scientifiques à travers un processus inclusif, en vue de renforcer l'interface science-politique au profit du développement durable. Il a décrit l'objectif du RMDD de 2016: s'assurer que personne ne soit laissé derrière; l'étude du lien entre l'infrastructure, l'inégalité et la résilience; la mise en place d'institutions inclusives, y compris des conseils nationaux de développement durable; la mise au point de technologies permettant de répondre aux ODD; l'inclusion, en particulier, des femmes, des peuples autochtones, des personnes handicapées, des enfants et des jeunes; et l'identification des thèmes nouveaux et émergents.

Un débat a suivi, modéré par Lucilla Spini, International Council for Science.

William Colglazier, Association américaine pour l'avancement des sciences, a déclaré que le processus d'élaboration du RMDD est aussi important que le produit, dans le renforcement de l'interface science-politique. Il a parlé du Rapport national volontaire (RNV) de la Finlande comme étant le modèle le plus proche de la vision de ce qu'un RNV devrait être.

Guéladio Cissé, Swiss Tropical and Public Health Institute, a souligné la nécessité: de voir la science prendre en considération les dimensions culturelles des interventions, sans lesquels ces interventions pourraient échouer; et de rester ouvert aux nouveaux défis.

Patrick Paul Walsh, University College Dublin, a affirmé que plus d'efforts doivent être fournis pour la diffusion des résultats scientifiques aux niveaux national et mondial, et a recommandé: l'encouragement de plus d'informations scientifiques et politiques de la part du public pour le RMDD; la réorientation de la recherche non seulement pour la réalisation du bien économique, mais aussi pour l'édification de sociétés inclusives et durables; et l'inclusion des points de vue de la société civile.

Soulignant la nécessité de ne pas réinventer la roue à chaque nouvelle initiative de recherche, Aurélien Decamps, Kedge Business School, a parlé de l'importance de plutôt connecter les gens, et a mis en relief le rôle que l'enseignement supérieur peut jouer dans la promotion du dialogue multipartite.

Donovan Gutierrez, Partenariat mondial de la jeunesse pour les ODD, a appelé à des rapports plus fréquents sur les développements scientifiques, et à l'inclusion de systèmes scientifiques formels et informels pour s'assurer que personne ne soit laissé derrière.

Peter Messerli, Université de Berne, a recommandé de se concentrer sur les synergies et les points d'enclenchement du développement durable; le ciblage des données permettant de savoir qui est touché; et l'appui sur une large base de connaissances.

Au cours du débat qui a suivi, la CHINE a décrit les "zones de démonstration" établies dans le pays pour la mise en œuvre du Programme de développement durable d'ici 2030. La FINLANDE a indiqué que l'interaction entre la science et la politique est une condition préalable à une politique saine et, avec les Etats-Unis, a souligné le rôle de l'établissement de passerelles entre les courtiers du savoir. Un représentant des personnes handicapées a souhaité être édifié quant à la façon dont les personnes handicapées peuvent être des agents de changement dans le domaine de la science, technologie et innovation (STI).

L'Agence internationale de l'énergie atomique a mis en exergue le rôle de la technologie nucléaire dans le soutien des ODD, et a appelé à davantage de recherches et d'échanges. Le délégué des PEUPLES AUTOCHTONES a encouragé l'exploration de la manière dont la communauté scientifique et technologique pourrait soutenir les systèmes de savoir autochtones. Le délégué des MALDIVES, parlant au nom de l'AOSIS, a déclaré que les progrès technologiques ne doivent pas exacerber les inégalités existantes, comme la fracture numérique. L'AFRIQUE DU SUD a déclaré que les pays disposant d'une base scientifique et technologique solide sont susceptibles de se développer plus rapidement. La porte-parole des FEMMES a indiqué que les données collectées à partir des interactions numériques doivent être propriété publique, et a souligné la nécessité de normes et méthodologies éthiques encadrant leur collecte.

La SUISSE a appelé le RMDD à se concentrer sur les approches intégrées lors de l'examen des options politiques qui concilient les trois dimensions du développement durable. L'ALGERIE et l'ARABIE SAOUDITE ont parlé des efforts nationaux fournis pour la réalisation du Programme de développement durable d'ici 2030.

Le délégué des secteurs COMMERCE ET INDUSTRIE a mis en relief leur rôle dans la fourniture d'une image plus complète pour aider la science à résoudre les problèmes "méchants". Le délégué des ONG a déclaré que le RMDD ne présente pas de manière adéquate la dimension environnementale, et a appelé à la participation des agriculteurs et autres naturalistes dans l'élaboration du rapport. L'UE a déclaré que le RMDD devrait aller au-delà d'un instantané fondé sur des indicateurs, et être de pertinence pour les chefs d'Etat et les ministres.

Together 2030, une initiative de la société civile, a appelé à la considération d'un supplément annuel du RMDD, signalant que l'intervalle de quatre ans risque d'être trop long pour des thèmes nouveaux et émergents. Le représentant des ENFANTS et des JEUNES a souligné la nécessité d'institutions qui permettent la participation des jeunes dans le domaine des STI.

En réponse à l'invitation de Spini de résumer leurs principales priorités dans l'amélioration de l'interface science-politique au sein du FPHN, les conférenciers ont souligné, entre autres: la nécessité de faire le point sur la question à chaque session du FPHN; le traitement du problème du lobbying préjudiciable de l'industrie; l'intégration des savoirs autochtones; la garantie de la propriété communautaire; la compréhension des besoins des décideurs; l'introduction d'évaluations de l'impact en amont et en aval de la technologie; et le maintien de la dynamique.

DANS LES COULOIRS

Pendant que l'édition 2016 du FPHN discutait de l'ODD 5, sur l'égalité des sexes, au Siège de l'ONU, ailleurs dans le bâtiment, dans la salle de l'Assemblée générale de l'ONU, les préparatifs de la première "réunion internationale télévisée des maries" battaient leur plein avec les candidats pour le prochain poste de Secrétaire général de l'ONU (SGNU). Un conférencier du FPHN a fait remarquer que "le changement du milieu marin mondial" pourrait se trouver sur les cartes, avec des femmes à la tête des trois "Unis" - l'Organisation des Nations Unies, le Royaume-Uni et les Etats-Unis.

Six des 12 candidats au poste de SGNU sont des femmes, et qu'une femme soit enfin à la tête de l'ONU est une possibilité distincte. Bien que satisfait de cette perspective, une représentante de la gente féminine distribuant des foulards rouges en guise de symbole de l'autonomisation des femmes au FPHN a, toutefois, souligné que la nécessité de politiques et de changements concrets sur le terrain reste plus urgente que jamais.